

## Pourquoi les 10 milliards d'euros de réduction du budget de l'Etat sont une arnaque aux Français



Si le projet de loi de Finance 2013 prévoit une baisse du budget de l'Etat de 10 milliards d'euros, cela ne sera que la conséquence d'une augmentation moins rapide des dépenses publiques.

Avec Philippe Herlin

Le budget 2013 est présenté par le gouvernement comme un effort partagé, dans lequel l'Etat prend sa part : 20 milliards de prélèvements supplémentaires sur les ménages et les entreprises, et 10 milliards d'économies réalisées par l'Etat. **Mais cette présentation est fallacieuse : les 20 milliards de prélèvements seront bien pris dans la poche des Français, par contre les 10 milliards d'économies ne proviennent pas d'une baisse des dépenses publiques, mais d'une augmentation moins rapide que prévue !**

En effet, comme l'explique le projet de budget : « Les dépenses de l'Etat resteront stables, hors charges de la dette et pensions. Autrement dit, elles reculeront de 1,75% en euros constants, une fois l'inflation déduite. Sans les économies, si elles avaient évolué selon leur rythme tendanciel, elles auraient donc augmenté de 10 milliards d'euros, soit +3,6%. » ([La Tribune](#)).

Mes dépenses augmentent moins vite que prévu, donc je fais des économies ! C'est comme si vous alliez voir votre banquier pour lui dire : « Oui je sais bien que je suis dans le rouge, mais figurez-vous que j'avais prévu d'acheter une Porsche, et finalement je ne l'ai pas fait, j'ai donc réalisé 100.000 euros d'économie. Donc ne vous inquiétez pas, merci et au revoir. »

**Et encore, le gouvernement sort-il de ses dépenses... les dépenses qui augmentent de façon mécanique** (les pensions, c'est-à-dire les retraites des fonctionnaires, et la charge de la dette, les intérêts à payer). Ensuite, évidemment, ce n'est pas bien compliqué de stabiliser ce qui reste, et par un subterfuge de communication, de présenter cela comme une économie.

Seulement voilà, pour baisser ses dépenses de 10 milliards d'euros, le gouvernement devrait mettre en place des réformes structurelles, c'est-à-dire bousculer la fonction publique, les collectivités locales, les corporatismes et les syndicats. Il n'en a nulle envie. Reste cette poudre de perlimpinpin pour faire croire que l'Etat prend sa part dans l'effort national.

**Ces 10 milliards sont complètement virtuels, et d'ors et déjà entamés par l'augmentation des retraites des fonctionnaires et la charge de la dette.** Par contre, les 20 milliards de taxes et d'impôts nouveaux sont, eux, bien réels, et vont lourdement peser sur les budgets des entreprises et des Français.